Le Courrier des Opelousas.

VOL. 3. OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 24 NOVEMBRE, 1855. No. 51.

OPELOUSAS:
SAMEDI MATIN, 24 NOV. 1855.

☞ Nous sommes autorisés d'annoncer que M. CHARLES CLOSE est candidat à la place de Représentant du 3me Arrondissement du Jury de Police de cette Paroisse, comprenant Gros Chevreuil, Grand Côteau et Coulée Croche, à l'élection qui aura lieu en Avril prochain.
Opelousas, 17 Nov., 1855.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer M. AUGUSTE M. PERRAULT comme candidat à la place de Constable de Ville, pour la ville des Opelousas, à l'élection qui aura lieu le premier Lundi d'Avril prochain. [Opelousas 24 Nov. 1855.

RETOURS DE L'ELECTION.

Nous donnons aujourd'hui, sur notre partie anglaise, les retours presque complets de l'élection qui a eu lieu, dans cet Etat, le 5 courant. Voici le résumé:

Gouverneur—R. C. Wickliffe, dém.,	17,541
" Charles Derbigny, K. N.,	14,717
Majorité de Wickliffe, jusqu'à ce jour,	2,824
Lieut.-Gouverneur—C. H. Mouton, dém.,	15,740
" Lewis Texada, K. N.,	14,099
Majorité de Mouton,	1,651
Congrès, 1er Dist.—Eustis, K. N.,	2,464
" Fabre, dém.,	2,128
Majorité de Eustis,	336
Congrès, 2d Dist.—Taylor. dém.,	6,319
" Hunt, K. N.,	5,977
Majorité de Taylor,	342
Congrès, 3me Dist.—Davidson, dém.,	3,617
" Pond, K. N.,	3,486
Majorité de Davidson,	131
Congrès, 4me Dist.—Sandidge, dém.,	4,524
" Lewis, K. N.,	2,867
Majorité de Sandidge,	1,657

P. S.—Les retours pour Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur et le membre du 4me District Congressionnel, ne sont pas complets. Ceux des 1er, 2d et 3e Districts Congressionnels le sont et établissent la majorité de MM. Taylor et Davidson, démocrates-anti-know-nothings, et de M. Eustis, know-nothing. M. Sandidge sera élu à près de 2,500 voix de majorité. La majorité de MM. Wickliffe et Mouton, ira à plus de 3,000 voix.

☞ M. Don Diego L. Fontenot, qui a reçu un coup de couteau d'Adam Tate, le 11 courant, comme on se le rappelle, est mort de sa blessure, Vendredi de la semaine dernière, après cinq jours de souffrances.

Tate a pris la fuite, et le père de l'infortuné qui a ainsi rencontré une mort terrible et violente, a offert une récompense de $2,000 pour l'arrestation du fugitif, ainsi qu'on pourra le voir par un avis dans une autre colonne.

On dit que deux jeunes aventuriers de notre ville, spéculant sur cet événement, et alléchés par une si belle promesse, se sont mis à sa poursuite.

☞ Nous appelons l'attention de nos lecteurs à la vente des propriétés de la succession de feu Eugène Wartelle, qui aura lieu à sa dernière résidence, près les Opelousas, Mardi prochain, 27 courant. Les propriétés suivantes seront offertes en vente:—9 Esclaves, Chevaux, Jumens, Mulets, Bêtes à Cornes, Voitures, &c.

Pour d'autres particularités, voir l'avis dans nos colonnes.

LE PATRIOTE.—Ce Journal vient de passer des mains de Messrs. Albert Déjean et Cyrus Thompson en celles de Messrs. Alfred Livington et Charles N. Ealer, et sera dorénavant sous la direction de ces deux derniers. Le petit organe défendra toujours les principes du Know-Nothingisme.

AUX JUGES-DE-PAIX.—Les Juges-de-Paix qui ont été élus en notre Paroisse, à la dernière élection, pourront avoir à bon compte, tous les blancs nécessaires à leurs bureaux, en s'adressant à notre Bureau.

RAPPROCHEMENT.

—La Démocratie permet à un homme d'agir selon le vœu de sa conscience.

Le Know-Nothingisme l'oblige à faire ce que d'autres lui ordonnent, que cela lui convienne ou non.

—La Démocratie ne vous fait pas une obligation de telle ou telle croyance religieuse.

Le Know-Nothingisme vous impose une religion.

—La Démocratie vous protège dans votre foi religieuse.

Le Know-Nothingisme vous frappe, vous proscrit, si vous appartenez au culte qu'il n'adopte point.

—La Démocratie ne dit pas que, pour avoir les privilèges d'un homme libre, vous devez être né ici ou là.

Le Know-Nothingisme le dit.

—La Démocratie agit en plein soleil.

Le Know-Nothingisme agit la nuit, et met la lumière sous le boisseau.

—La Démocratie respecte la famille et lui demande de demeurer unie.

Le Know-Nothingisme en désunit les membres: il arme le fils contre le père, le frère contre le frère.

—La Démocratie veut donner un beau couronnement à notre édifice politique.

Le Know-Nothingisme veut le renverser et bâtir sur des ruines, pour le bénéfice de quelques Harpagons de la politique.

Choisissez.

ELECTIONS CONTESTEES.

Presque tous les candidats démocrates aux places locales de la Nouvelle-Orléans, ont fait enrégistrer leurs pétitions contestant l'élection de leurs opposants. Les uns plaident l'intimidation, les autres les violences, d'autres la fraude, et le plus grand nombre le refus de votes légaux.

Parmi ceux dont la cause paraît imperdable, nous nommerons M. Albert Fabre, candidat pour le 1er District Congressionnel. MM. Slidell, Benjamin et Soulé, sénateurs et ex-sénateur des Etats-Unis, pensent qu'il est impossible que M. Fabre n'obtienne pas son siége. Les trois candidats sénateurs, pour la même Paroisse, sont à peu près dans le même cas. Ce sont MM. Hymes, St. Paul et Withers. En général, tous les candidats démocrates pour lesquels on votait dans le 3me District, ont les plus grandes chances de gagner leurs procès.

Plusieurs de tous ces *protestants* seront certainement déclarés élus, mais pour le plus grand nombre, il est probable qu'une nouvelle élection sera ordonnée.

Un grand nombre de personnes appartenant aux deux partis, considèrent une nouvelle élection comme devant servir de signal à une espèce de guerre civile à la Nouvelle-Orléans. C'est aussi notre opinion.—*Union de Lafourche.*

RIXE SANGLANTE.—Le 5 de ce mois, jour de l'élection, M. A. Hébert, habitant du village indien, dans la paroisse Iberville, a reçu d'un individu nommé Bergeron le défi de se battre avec lui à une petite distance du poll. M. Hébert lui dit seulement de le laisser tranquille. D'autres paroles furent échangées, et les adversaires en vinrent enfin aux mains: au milieu de la lutte, Bergeron réussit à tirer un couteau de sa poche et en plongea la lame dans le côté de M. Hébert. Celui-ci expirait vingt minutes après: il laisse une jeune femme et plusieurs enfants. Bergeron a été arrêté et conduit en prison.—*Sentinelle.*

Nous publions ci-après un article de Kossuth sur la situation de l'Europe. Nous le donnons comme étant l'expression de l'opinion de cette fraction du parti républicain européen à laquelle appartient ce célèbre orateur homme d'Etat.

SITUATION DU CONTINENT.

Il est vraiment étrange de voir comment, à l'exaltation de la brillante victoire remportée à Sébastopol, a succédé si promptement un calme plat, lourd, une indifférence presque complète; et cela, non pas en Angleterre seulement, mais aussi en France, quoique les Français soient éminemment amoureux de gloire militaire et qu'à eux appartienne la plus large part de gloire dans ces événements. Partout règne un calme pesant et morne: la mauvaise récolte, et l'attente d'une crise commerciale à la clôture de l'Exposition universelle, rejettent dans l'ombre la chûte de Sébastopol, malgré l'intérêt de la nouveauté.

L'explication de cette énigme, c'est que l'instinct populaire, toujours clairvoyant dans ses appréciations générales, est profondément convaincu que la conquête de Sébastopol, toute brillante qu'elle soit comme fait d'armes, ne donne la solution d'aucune des grandes questions posées par notre Siècle au Destin: elle ne résout aucun problème politique, ne termine aucune difficulté, n'ouvre aucune issue.

En effet, le résultat le plus important de cette brillante victoire, c'est que la guerre entre les puissances occidentales et le czar est inévitablement et indéfiniment prolongée, sans prendre toutefois ce caractère d'une guerre de principes qui remplirait d'ardeur le cœur des Nations.

Et si tel est le résultat de cette victoire, la question la plus immédiatement importante est celle-ci: De quelle façon la guerre, ainsi prolongée, affectera-t-elle le grand problème de l'avenir du Continent qui, dans l'agitation fiévreuse de son retour à la vie, écarte déjà le linceuil jeté par les mains impies de la Tyrannie sur les Nations opprimées?

L'Angleterre connaît peu la situation réelle du Continent. Peu habituée à se former une idée bien exacte de ses affaires politiques, elle se contente d'un aperçu très superficiel: et elle est trop portée à dédaigner, ou tout au moins à évaluer trop bas ces éléments qui, par la force des événements, sont destinés à dire le dernier mot, bien que d'autres aient en ce moment la parole.

Qu'il me soit donc permis de jeter un peu de lumière sur ces ténèbres, et de présenter à l'Angleterre une esquisse de la situation, telle qu'on la lui montrerait de tous côtés, si la presse du Continent n'était pas baillonnée. Que l'Angleterre prenne ou non conseil de cet exposé des faits, ce n'est pas notre affaire. Les faits sont des faits, qu'ils plaisent ou non à l'Angleterre. Les Nations n'abjureront pas leurs plus légitimes aspirations, et ne resteront pas sous la nuire lorsque la vie renaît, pour les beaux yeux de cette orgueilleuse Lady, l'aristocratique BRITANNIA!

Avant tout, je dois établir deux faits fondamentaux: Le premier, c'est que la situation de l'Europe rend inévitable une révolution presque universelle. L'ignorer, c'est aveuglement; le nier, c'est folie.—Le second fait, c'est que le caractère des tendences révolutionnaires est essentiellement républicain.

Je ne parlerai pas du courant général des idées, courant irrésistible, l'histoire le prouve même quand il tend à un but erronné; combien plus irrésistible encore quand il est la conséquence des lois inexorables du Progrès, et d'une expérience chèrement acquise qui a dissipé la trompeuse espérance d'un compromis possible entre des principes aussi diamétralement opposés que la monarchie et le Self-Government de Peuple.

De pompeuses apparences ne peuvent plus tenir lieu de la réalité, et les privilèges ne sont plus un moyen de remédier aux maux d'une constitution sociale contre-nature. Je ne m'appesantirai pas sur ces considérations; la fausse sagesse du matérialisme les traite de visionnaires et d'impraticables; le sage sait qu'elles sont plus pratiques que ce qu'on leur oppose, car les idées sont le vrai moteur, tout le reste est simplement mécanique. Pourtant j'abandonne ce terrain, et je montrerai par des preuves plus palpables, que les tendances du continent sont essentiellement républicaines.

Voyez, au premier rang, la France, l'aînée de l'Europe régénérée: le souffle de sa puissante poitrine suffirait pour réveiller tous ceux qui souffrent dans l'oppression? La France, placée par sa grande Révolution à la tête du mouvement progressif de l'Humanité, ne saurait se résigner longtemps à la perte de sa liberté. La France veut être libre; elle, qui a chassé les Bourbons en dépit des coalitions de tous les princes de la terre, elle ne restera pas domaine d'un Bonaparte. Eh quoi, le 2 Décembre serait la conséquence suprême de 1792! On rougit de honte à cette pensée monstrueuse, révoltante, infernale ironie! L'avenir de la France ne peut être que la République.

On demandait à Voltaire comment il pourrait démontrer l'existence de Dieu? *Mais*, répondit-il, *en ouvrant les yeux!* Ouvrez les yeux, et vous verrez que la France est républicaine.

Maintenant, regardez l'Allemagne. L'Allemagne est partagée en 35 Etats princiers (en outre de cette plaisanterie des quatre Villes Libres), tous réunis en apparence en une confédération nominale qui, non seulement exclut le peuple, mais barre le passage à tout développement partiel des libertés populaires.

Ces 35 Etats, à leur tour, sont divisés en trois camps: l'Autriche, la Prusse, chacune avec ses satellites respectifs, en compétition pour la suprématie, luttant pour dominer, et en troisième lieu, les Etats secondaires, s'appuyant sur la protection de ces deux grandes puissances contre le peuple, et s'appuyant sur la protection de l'Etranger (la Russie) pour se garantir d'être absorbés par les deux rivales; et celles-ci, à leur tour, s'appuyent toutes deux sur la Russie: l'Autriche craignant, si elle l'offense, d'assurer l'appui du Czar à la Prusse pour satisfaire ses aspirations à la suprématie en Allemagne; tandis que la Prusse, pour le même motif, craint de s'aliéner la Russie.

L'Allemagne, la Nation Germanique (40 millions d'hommes civilisés), ne saurait se résigner à une semblable dégradation nationale. Il faut qu'elle soit une Nation et non pas une simple dénomination géographique; et, jalouse comme le sont les différentes fractions qui la composent de leur indépendance individuelle, l'Allemagne ne peut se constituer en Nation qu'au moyen d'institutions fédérales qui impliquent la nécessité d'une organisation républicaine; car l'unité fédérale conservant des princes et des rois pour simples unités, c'est un non sens. La preuve en est dans la situation actuelle de l'Allemagne.

L'Italie est exactement dans la même position. L'Italie ne peut pas rester soumise à la domination étrangère et à la Tyrannie; elle ne peut pas non plus se résigner à la honte de voir ses membres sanglants déchirés en morceaux, pour établir la balance des influences que plusieurs princes étrangers veulent exercer sur l'Italie. L'Italie doit reconquérir son existence nationale; pour y parvenir, il lui faut l'indépendance; pour être indépendante, elle doit être *une*, et elle ne saurait être *une* sans être républicaine. Qui donc, en effet, pourrait croire que Rome consente à être absorbée par Milan, Milan par Venise, Naples par Rome, ou Palerme par Turin, comme Edimbourg et Dublin, et avec elles les nationalités écossaise et irlandaise, ont été absorbées par Londres? L'exemple est peu engageant.

Ces individualités provinciales font, du projet de créer un royaume d'Italie, une impossibilité absolue; cependant l'indomptable aspiration à l'indépendance nationale pousse naturellement à l'unité. Donc, l'Italie ne peut accepter et n'acceptera d'autre formule comme solution que le *E Pluribus Unum* des Etats-Unis d'Amérique, un siége central au gouvernement fédéral pour sauvegarder l'indépendance, mais en respectant l'individualité de chaque parti. En un mot, il y aura, il doit y avoir des révolutions en Italie tant qu'elle n'aura pas réuni ses membres déchirés en une confédération des Républiques italiennes.

Les tendances républicaines de ces trois grandes Nationalités, la France, l'Allemagne, l'Italie, tendances impératives et inflexibles comme les lois de la Nature, suffiraient pour déterminer le caractère du développement général du continent européen, entraîné par les mêmes intérêts, les mêmes idées, la même civilisation, quand même la position particulière des autres peuples ne les conduirait pas au même but.

Voisine de l'Allemagne et de l'Italie, la Hongrie est fière de savoir que sa position géographique lui assigne le poste d'honneur comme garde avancée de la Liberté, de la Civilisation, et elle est déterminée à tenir ce poste avec honneur. La Hongrie connaît sa force et la faiblesse d'un ennemi usé par ses crimes. La Hongrie n'a pas seulement son indépendance à reconnaître; elle doit aussi se garantir contre les trahisons révoltantes, sans exemple, de la royauté. La Hongrie, avec ses luttes passées et sa fureur présente; avec sa douleur et ses malédictions de tous les jours contre les rois parjures, douleur et malédictions dont on nourrit ses enfans jusqu'à ce qu'ils soient des hommes aspirant à l'action et à la vengeance; la Hongrie, après l'impardonnable outrage qui fait encore couler son sang, pourrait difficilement, quoi qu'il arrive, se réconcilier avec la royauté. Et si vous réfléchissez en outre qu'elle et l'Italie ont un ennemi commun, qu'elle est l'aile droite de l'armée dont l'Italie forme la gauche, et que la force des armées dépend de l'identité des principes qui les animent, vous serez convaincus que la Hongrie est essentiellement républicaine dans ses tendances.

Il en est de même de la Pologne. Des charlatans diplomates, assez bornés pour s'imaginer que l'Italie méridionale pourrait accepter la domination étrangère sous la forme d'un Satrape des Tuileries, ces charlatans se berçent du rêve qu'on peut conjurer l'immortelle Pologne par un semblant de reconstitution avec un roi pantin dont quelque potentat étranger ferait mouvoir les fils?— La Pologne ne prendra pas le galvanisme pour la vie. Placée aux frontières de la Russie, elle ne peut revenir à la vie, elle ne peut espérer de vivre qu'en s'incarnant un principe en antagonisme naturel avec le principe de Saint-Pétersbourg; sa situation ne permet pas de compromis: elle doit être une République ou ne peut pas être. Une parodie de résurrection, comme celle de la Grèce avec son Othon, aurait le même résultat en Pologne. La République en ferait une nation, la monarchie la placerait sous la fascination du Despotisme voisin, inefficacement combattu par les contre-influences étrangères. L'appui de l'étranger implique l'abdication de l'indépendance, à moins qu'il ne soit fondé sur une solidarité durable d'assistance réciproque, ce qui est possible seulement dans une fédération de peuples, jamais avec la base mobile de monarchie. Le mouvement de la régénération polonaise doit être essentiellement républicain, sous peine d'avorter.

Et partout où se portent les regards, la nécessité des tendances républicaines devient plus évidente.

La Suisse est déjà en République, mais elle est trop faible pour être indépendante, et sans l'indépendance la liberté n'est qu'une mensongère plaisanterie. Réfléchissez aux exigences naturelles de sa position, et l'idée d'une confédération républicaine des Alpes s'emparera forcément de votre conviction.

Voyez les souffrances de l'Espagne, et jetez un regard sur la carte: vous penserez aussitôt à l'unité de l'Ibérie, possible seulement par une confédération républicaine.

Au Nord, se lève la jeune Scandinavie, une et trinaire; son unité, nécessaire parce qu'elle est naturelle, n'est possible que sous la forme fédérale républicaine.

Descendez sur les rivages de l'Adriatique, vers l'Illyrie et un peu plus à l'est, examinez les éléments d'avenir qui existent dans ces parages, pesez leurs droits à la vie, et vous arriverez à la conclusion que la vie nationale, là aussi, implique des formes fédératives incompatibles avec tout autre gouvernement que la République.

Ainsi la situation spéciale des diverses nationalités répond au courant général des idées, et la tendance de tous ces mouvements souterrains se résume ainsi: *Liberté pour tous, Solidarité de tous, Indépendance de chacun, garantie par des Associations fédérales républicaines.*

Telle est la position de l'Europe. Le progrès pourra s'accomplir à pas plus ou moins lents et partiels: cela dépendra du succès et de l'extension des premiers mouvements; mais la tendance générale est essentiellement, indubitablement républicaine.

Après avoir établi ces deux points fondamentaux, je suis conduit à examiner, d'abord comment cette tendance a été affectée dans sa réalisation par les espérances qu'à suscitées la guerre? Puis, quelles notions des faits, quel enseignement nous a été donné par cette guerre? Enfin, quelle impulsion doivent donner à l'action populaire sur le continent ces notions, ces enseignements?

La place me manque aujourd'hui pour faire cet examen.

L. KOSSUTH.

NOUVELLE-ORLEANS.

(*Extrait de l'Abeille du 14 Novembre.*)

Maintenant que la Nouvelle-Orléans n'est plus agitée par la politique et que le peuple, en se prononçant, a mis fin à la lutte des partis, la ville va se trouver dans ses conditions normales. Tout le bruit des quatre derniers mois s'est éteint le lendemain de l'élection, et le calme est déjà rentré dans les esprits. La Louisiane a prononcé son verdict, la minorité s'est soumise et tout le monde semble d'accord. C'est là le côté admirable des institutions républicaines: les vaincus se résignent à la défaite et se consolent en songeant qu'ils pourront triompher plus tard. Cette fois, la victoire des démocrates a été complète. Ils conservent le pouvoir qu'ils ont conquis depuis plusieurs années, et il faudra beaucoup d'efforts à leurs adversaires pour le leur enlever.

Tout est terminé dans l'Etat, mais à la Nouvelle-Orléans un incident a eu lieu qui prolonge l'écho de la lutte. On sait qu'une demande de mandamus a été institutée devant le juge Cotton, pour forcer les commissaires du 7e precinct à faire au shérif le retour des votes qu'ils avaient comptés jusqu'au moment où l'émeute a envahi le poll et où les boîtes ont été brisées. Les plaidoiries ont eu lieu de part et d'autre et la Cour a décidé lundi, que le mandamus serait maintenu. Nous avons publié hier, le décret du juge Cotton. Les commissaires ont donc l'ordre de déclarer le nombre des votes qu'ils avaient comptés. Mais on nous assure qu'ils s'y refusent en se fondant sur l'absence des bulletins à l'aide desquels ils pourraient faire leur rapport. Que va-t-il en advenir? Qu'ils seront emprisonnés. Mais s'ils s'obstinent à garder le silence, les délais expireront et il ne sera point fait de retour. Nous ne savons trop comment se dénouera ce différend entre la 6e Cour de District et les commissaires du 7e precinct.

Malgré la reprise des affaires, la ville n'a pas encore retrouvé son animation des beaux jours: elle est morne dans certains quartiers, et ceux-là mêmes où il règne ordinairement le plus d'activité, on est étonné de voir si peu de mouvement. La transformation ne peut néanmoins tarder à s'accomplir, car la Nouvelle-Orléans offrira incessamment aux étrangers et aux voyageurs tous les plaisirs qu'ils viennent y chercher pendant l'hiver. L'ouverture du théâtre St. Charles a eu lieu il y a trois jours et celle du théâtre d'Orléans ne se fera probablement pas attendre longtemps. Le navire à bord duquel se sont embarqués les artistes engagés à Paris par M. Davis, ne saurait tarder à entrer dans notre port. Il ne sera accordé à ces derniers que deux ou trois jours de repos et il leur faudra ensuite se mettre à l'œuvre.

La saison promet d'être brillante: en outre de l'Opéra, du drame et du vaudeville, nous aurons aussi la tragédie avec l'illustre Rachel. La grande artiste fera son apparition sur notre scène française dans la première quinzaine de janvier.

C'est en Novembre qu'expirent tous les congés de la morte saison. En même temps que les Cours se rouvrent devant les plaideurs, l'Ecole de Droit réunit ses élèves et reprend le cours interrompu par l'été. M. Rosélius a prononcé, lundi dernier, un excellent discours d'introduction: il s'adressait à un auditoire d'élite qui l'a écouté d'abord dans un profond recueillement et a fini par le couvrir d'applaudissements. Les étudiants étaient nombreux et ont prodigué au professeur les témoignages de leur admiration. Le juge McCaleb a prononcé hier soir un très bon discours, et ce sera aujourd'hui le tour de M. Randell Hunt. Le professeur S. L. Johnson a donné sa démission et a été remplacé par M. George Eustis, ancien président de la Cour Suprême.

MOUSTIQUES AU PÔLE.— Les moustiques sont, à ce qu'il paraît, de toutes les latitudes. Les officiers de la corvette anglaise Trincomatee, arrivés dernièrement à San Francisco, disent qu'ils ont rencontré dans le détroit de Behring, des essaims de ces vampires ailés et qu'ils y sont encore plus nombreux, à certains moments que dans l'Amérique centrale. Les marins, à bord du Trincomatee, étaient obligés de se couvrir la figure d'un mouchoir clair pour échapper aux piqures des maringouins et pour ne pas en avoir la bouche pleine à chaque aspiration.

COMMERCE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Le rapport présenté mardi dernier au Conseil des Aldermen par le Comité des finances, renferme, sur la situation de la Nlle.-Orléans, des détails fort intéressants. Le comité a préparé une statistique du commerce de notre ville depuis dix ans, et il resulte de ces chiffres que la métropole du Sud possède dans son sein tous les principaux élémens de prospérité, et qu'il ne s'agit que de les féconder.

Du 1er Septembre 1845 au 1er Septembre 1855, il est arrivé dans le port de la Nouvelle Orléans, 7,526 trois mats, 3,891 barques, 3,603 bricks, 6,301 goëlettes et 1,674 steamers de mer, faisant un total de 22,995 navires, ainsi que 29,214 bateaux représentés par ces batiments est de 8,664,034. Il a été, cette année, de 29 pour cent plus considérable qu'en 1845. La moyenne de tonneaux par an, pendant la période décennale de 1845 à 1855, a été de 867,403.

Il est arrivé moins de bateaux à vapeur cette année, de 29 pour cent plus considérable qu'en 1845. Cela s'explique par les dimensions colossales des nouveaux bateaux, et en effet si le chiffre des arrivages a diminué, celui du tonnage a augmenté.

En 1845, les arrivages par mer et par le fleuve représentaient une moyenne de 359 tonneaux par navire; ils ont représenté en 1854-55 une moyenne de 537, soit une augmentation de 182 tonneaux par navire, c'est-à-dire près de 48 pour cent.

Durant la période décendale dont il s'agit plus haut (de 1845 à 1855) il a été exporté de la Nouvelle-Orléans 907,278 boucauts de sucre, 90,781 barils de sucre, 28,569 boucauts de mélasse et 1,209,300 barils de mélasse.

L'exportation du sucre en boucauts a excédé, cette année, celle de 1845 de 55 5|8 pour cent, tandis que l'exportation en barils a diminué de 9 7|10 pour cent.

La moyenne annuelle de l'exportation du sucre, pendant les dix dernières années, a été de 90,728 barils. Cette moyenne a été dépassée en 1854-55 de 42 2|3 pour cent pour le sucre en boucauts, et de 15 2|9 pour cent pour le sucre en barils.

L'exportation des mélasses en barils a excédé de 236 1|2 pour cent celle de 1845. La moyenne annuelle a été de 3,989,280 gallons: elle a été dépassée de 103 2|3 pour cent par l'exportation de 1854-55.

De 1845 à 1855, il a été exporté de la Nouvelle-Orléans, 11,764,854 balles de coton: le chiffre de l'exportation cette année a été de 20 2|5 supérieur à celui de 1845. La moyenne de l'exportation annuelle a été de 1,176,485: elle est dépassée de 8 pour cent par l'exportation de cette année.

Tabac exporté pendant la période décennale ci-dessus, 613,070 boucauts. Excédant de l'exportation de 1855 sur celle de 1845: 3 1|7 pour cent. Moyenne de l'exportation annuelle, 61,307. Augmentation de l'exportation de 1855 sur la moyenne annuelle, environ 4 1|2 pour cent.

Il a été exporté de la Nouvelle Orléans, de 1845 à 1855, un total de 4,935,595 barils de farine; 2,647,055 barils de pore; 465,144 boucauts de jambons; 9,754,477 barillets de graisse; 481,553 barils de bœuf; 3,764,760 saumons de plomb; 601,061 barils de whiskey; 10,515,419 sacs de maïs.

Ces derniers articles nous sont envoyés de l'Ouest. Les quantités qui nous sont arrivées cette année sont moins considérables que celles qui nous étaient autrefois expédiées. Ainsi comparée à la moyenne de l'exportation annuelle, celle de la farine en 1855 a été d'environ 42 3|4 pour cent plus faible; celle du porc, d'environ 57 1|4 pour cent; celle du jambon, d'environ 7 1|4; celle de la graisse, d'environ 23 1|7; celle du bœuf, d'environ 46 1|6; celle du whiskey, d'environ 44 1|8; celle du plomb, de 323,150 saumons; et celle du maïs, de 530,609 sacs.

Le comité de finances propose de nommer une commission spéciale pour rechercher les causes d'une diminution aussi notable dans le commerce de la Nouvelle Orléans avec l'Ouest.

Les exportations de la Nouvelle Orléans pour les pays étrangers, par navires américains, s'élèvent pour les huit dernières années, à un total de $277,043,890; et par navires étrangers, à $122,390,469; les exportations pour les ports de l'Union se sont élevées pour la même période à $126,587,432. La moyenne de l'exportation annuelle par navires américains, pendant ces huit années, a été de $34,630,487; celle de 1855 l'a excédée de $8,986,007, soit d'environ 26 pour cent. Par navires étrangers la moyenne a été de $15,298,809, mais ici l'exportation de 1855 est de $3,926,476, soit d'environ 34 1|2 pour cent au-dessous de ce chiffre. Il y a eu également infériorité, comparativement à la moyenne annuelle, dans le commerce de cabotage: cette infériorité est de $292,038, soit d'environ 1 1|28. A considérer néanmoins le total de l'exportation, par navires américains et étrangers pour les ports étrangers et ceux de l'Union, la moyenne annuelle est dépassée de $4,767,497, soit d'environ 19 40|100 pour cent, par l'importation de 1855.

De 1845 à 1855, il a été payé à la Douane de la Nouvelle-Orléans, $19,802,965 94 de droits sur les articles destinés au marché des Etats-Unis. Le revenu le plus considérable a été perçu cette année; il s'élève à $5,631,000 02.—*Abeille.*

PERSONNEL DU THEATRE D'ORLEANS.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur donnant une liste complète du personnel du Théâtre d'Orléans. Le navire où se sont embarqués les artistes engagés par M. Davis est attendu incessamment, et il est très probable que l'ouverture du théâtre ait lieu d'ici à une semaine. Voici la liste:

I.

MM. Louis Fiot, régisseur général,
Alfred Chol, régisseur parlant au public,
Develle, peintre décorateur,
Chaffary, bibliothécaire, répétiteur de chant,
Stanislas St. Cyr, contrôleur,
Dubois, souffleur,
Marlono, costumier,
Chevalon, chef machiniste.

II.

MM. Eugène Prévost, 1er chef d'orchestre,
Curto, 2me chef d'orchestre, répétiteur de chant,
Léon Prévost, chef d'orchestre drame et vaudeville.

III.

MM. Rousseau de Lagrave, premier fort ténor,
Dulue, premier fort ténor,
Auguste Laget, premier ténor léger,
Debrinay, second ténor léger,
Crambade, premier baryton,
Junca, première basse noble,
Graat, première basse opéra comique,
Mazure, père noble troisième rôle, seconde basse,
Charles Colson, premier rôle, jeune premier,
Gustave Dedose, jeune premier amoureux,
Carrier, jeune premier comique trial,
Dutasta, comique grim Laruette,
Alfred Chol, comique rôles de composition et de genre,
Mathieu, comique rôles de composition,
Mmes Laget Planterre, première forte chanteuse,
Cambrier, première forte chanteuse,
Colson, première chanteuse légère,
Prévost Dulaurens, première Dugason chanteuse légère,
Darmont, premier rôle jeune première,
Vézian, première ingénue, jeune première,
Richer, grandes soquettes, seconde Dugason,
Beaudoin Bleye, duègne, mère Dugason,
Gonthier, seconde ingénue, amoureuse,
Trente choristes, treute-cinq musiciens.—*Abeille.*

CHEMIN DE FER DES OPELOUSAS.

(*Extrait d'une correspondance de l'Abeille, datée de la Baie de Berwick, 10 Novembre, 1855.*)

La direction du chemin de fer des Opelousas a augmenté le nombre des travailleurs sur la section qui doit relier Tigerville au bayou Bœuf. Ce chaînon sera bien vîte soudé au tronc principal, et il ne restera plus ensuite que six ou sept milles de chemin à construire pour que les convois atteignent les bords de la Baie de Berwick.

FRANCE.

La disette est très grande en France; mais on s'efforce, par tous les moyens possibles, d'en diminuer les effets. Le conseil municipal de la ville d'Orléans vient de voter 60,000 francs pour la délivrance d'un grand nombre de bons de pains aux personnes nécessiteuses.

On fait aussi exécuter sur tous les points des travaux d'utilité publique, pour occuper les ouvriers sans travail.

Dans le département de la Loire, les classes riches ont formé une commission pour l'achat en gros d'une très grande quantité de riz, que l'on vendra aux pauvres à des prix extrêmement réduits.

A Marseille, une association semblable s'est faite pour la vente de la viande.

Enfin, les manufacturiers, en différents endroits, fournissent du pain à prix réduit à leurs ouvriers.

L'ANGLETERRE ET LES ETATS-UNIS.

Nous publions plus loin un sommaire télégraphique des nouvelles d'Europe, apportées par le *Pacific*. Ces nouvelles vont jusqu'au 3 courant, jour où le steamer a quitté Liverpool.

On verra, dans notre dépêche, que les alarmes les plus vives ont pendant quelques jours régné en Angleterre. Le bruit s'y était répandu que la guerre était imminente entre cette puissance et les Etats-Unis, et le *Times* l'avait en quelque sorte accrédité par le ton de quelques-uns de ses articles: il n'en fallait pas davantage pour porter au plus haut degré l'inquiétude de la population. La déclaration seule du ministre américain qu'il n'avait point demandé ses passeports et que les relations entre les deux gouvernements n'avaient pas un seul instant cessé d'être amicales, a pu rassurer les esprits qu'épouvantait la perspective d'une guerre avec l'Union.

Une pareille guerre serait en effet désastreuse pour l'immense majorité des habitants de la Grande Bretagne, et nous comprenons qu'ils la craignent et la réprouvent. Que deviendraient les classes ouvrières du Royaume-Uni si les Etats-Unis n'envoyaient plus aux manufactures anglaises les matières brutes qu'elles mettent en œuvre? Que deviendraient-elles si elles cessaient de recevoir nos blés et nos farines dans un moment où l'Europe entière est menacée de famine?

Notre dépêche garde le silence sur la cause du bruit sinistre répandu en Angleterre, mais il n'est pas difficile de la deviner. On sait que le gouvernement anglais a cru devoir, nous ne savons dans quel but, envoyer des forces navales considérables dans les eaux de l'Amérique du Nord. Quelques journaux de Londres se sont étonnés de cette démonstration et ont demandé si l'Angleterre avait l'intention de déclarer la guerre aux Etats-Unis. Ce langage de la presse joint à l'acte assez extraordinaire du gouvernement, a été sans doute le point de départ de la panique qui s'est emparée peu après de la population.

Il n'existe en ce moment aucun différend sérieux entre l'Angleterre et les Etats-Unis, et il est vraiment difficile de comprendre que l'on ait pu croire un instant dans le premier de ces pays à la probabilité d'une rupture entre les deux gouvernements. Cette panique de toute une population restera néanmoins, comme un indice de l'opinion de l'autre côté de l'Océan et une révélation des périls immenses auxquels, de l'avis même de ses habitans, une guerre avec l'Union exposerait la Grande-Bretagne. Ce royaume est réduit pour le moment, à une sorte de vasselage commercial vis-à-vis des Etats-Unis. Il a besoin de nos blés et de nos cotons. Les premiers lui venaient autrefois de la Russie, mais depuis que la guerre lui a fermé ce marché, il ne peut s'approvisionner qu'en Amérique. L'Angleterre serait plus forte que nous pour ses flottes, mais pendant que celles-ci cingleraient vers nos rivages, la famine se déclarerait dans le royaume de Victoria, et la population, manquant à la fois de pain et de travail, s'insurgerait et renverserait le gouvernement qui aurait causé sa ruine.

A l'heure qu'il est une guerre avec l'Angleterre doit être rangée au nombre des impossibilités. En outre des périls dont cette puissance serait menacée à l'intérieur, dans le cas d'une rupture avec notre pays, n'a-t-elle pas assez de la guerre qu'elle fait à la Russie et qui lui a déjà coûté la fleur de son armée? Elle est trop occupée en Crimée, elle a trop à faire dans la mer Noire et dans la Baltique pour se jeter dans de nouvelles aventures.—*Abeille.*

SUPPRESSION DES MONASTERES EN ESPAGNE.

L'Espagne est livrée à une révolution ecclésiastique semblable à celle qui eut lieu en Angleterre sous le règne de Henri VIII, et le pouvoir temporel du Pape sera frappé d'un coup indirect, et dont les conséquences seront très sérieuses.

L'Eglise, en Espagne, s'est enrichie par son temporel, et a tenu entre ses mains une grande partie du sol.

Cependant, on a passé une loi, et la reine fut obligée d'y donner son consentement, abolissant les monastères et déclarant la vente des terres.

Voici ce que dit le *Crusader* de New-York sur ce sujet:

"La propriété destinée d'après cette loi à être vendue publiquement, comprend toute sorte de biens-fonds, et dans les villes et dans les campagnes, appartenant à l'Etat, au clergé, aux ordres militaires ou aux confréries de San Yago, d'Alcantara, de Calatrava, de Montesa et de Saint-Jean de Jérusalem: de plus tous les biens appartenant aux chapelains, aux abbés, au prince exilé, Don Carlos, aux corporations de communes, aux fonds de l'instruction et de la bienfaisance publiques.

"On dit que le payement entier se fera dans quinze endroits différents, en quatorze ans.

"Le revenu de ces ventes doit couvrir le déficit du budget de l'Etat: 50 p. 100 des ventes doivent être employés pour l'amortissement de la dette publique, et 50 p. 100 doivent être dépensés dans les travaux et les entreprises d'utilité publique; 30,000,000 de réaux doivent être appropriés aux réparations et constructions des églises et des édifices publics.

"L'évaluation totale de la propriété nationale qui doit être vendue, est de sept milliards de réaux, sans compter les rentes, qui ne sont pas capitalisées, sept milliards de réaux font $420,000,000.

"Le produit de cet acte de législation couvrira plus de la moitié de la dette publique de l'Espagne, laquelle s'élève, d'après M. McCulloch, à 620,000,000 de piastres."

SANTA ANNA.

On écrit de St. Thomas, en date du 20 Septembre:

L'ex-dictateur étant en route pour Venezuela, avait arrêté son passage à bord du paquebot du capitaine Tool. Le capitaine ayant réservé toutes les chambres pour Son Altesse et sa suite, consistant en 6 coqs de bataille, sa femme, sa fille, son beau-fils, deux aides-de-camp et 8 domestiques, informa qu'il était prêt à mettre à la vo